

Le Monde

Télerama

Le Monde diplomatique

Le Huffington Post

Courrier International

La Vie

Boutique

Idées

Abonnez-vous au Monde à partir de 13 € / mois

Recherchez sur LeMonde.fr

Recevez les nouvelles gratuites

Découvrez
de nouvelles
services par

ACTUALISÉS ÉCONOMIE SPORT CULTURE IDÉES ÉDUCATION IMMAGINAIRE PHOTOGRAPIE JOURNAL ÉDITIONS ADOSSES S'abonner au Monde

fr.Monde.fr

Découvrez l'a-mag
Solutions aux entreprises
par SFR Business Team et LeMonde.fr

SFR

Accueil » Idées

Quelles réformes pour sauver l'emploi et la protection sociale ?

Les Mots de la présidentielle | @Mondel | 21.01.12 | 19:25 • Mis à jour le 21.01.12 | 13:25

par Projets recueillis par Mathieu Aron, Luc Bronner et Gilles Leclerc

Abonnez-vous
13,47 / mois

Partager

Recommander Envoyer Soyez le premier de vos amis à recommander ça

Débat entre Yves Cochet, député européen (EE-LV), et Robert Rochefort, député européen (MoDem)

TEMPS DE TRAVAIL, ET 35 HEURES

Yves Cochet, député européen Europe Ecologie-Les Verts : "Pour réduire le chômage - on est à près de 10 % actuellement - , il y a une chose qui a marché avec les lois Aubry en 1986-1988, c'est la réduction du temps de travail, les fameuses RTT.



Nous proposons de continuer dans cette voie (jusqu'à 32 heures) dans la mesure où, dans tous les pays de l'OCDE, depuis assez longtemps, on a réduit de 25 % le temps de travail. Et ça n'a fait qu'améliorer la vie des gens. Ce qui compte, c'est l'intégration au travail."

Robert Rochefort, député européen du MoDem, conseiller de François Bayrou : "Nous ne considérons pas que le bilan des 35 heures est un bon bilan. Pour une raison très simple, c'est qu'en pratique on a demandé aux salariés de faire la même chose que ce qu'ils faisaient avant en 30 heures. Si bien qu'on a accentué le stress au travail et qu'on a créé ce qu'on peut appeler une trappe à inactivité - tous les salariés qui ne pouvaient pas faire en 30 heures ce qu'ils devaient faire en 30 heures se sont retrouvés exclus de l'emploi. Et donc finalement, on a fait quelque chose qui a été le contraire de ce qu'on souhaitait. Notre proposition n'est pas de balayer les 35 heures (...). Notre proposition est de permettre simplement que, là où c'est possible, là où c'est souhaitable, dans les entreprises, par une négociation entre partenaires sociaux (...), se mettent en place, si c'est nécessaire, des accords qui puissent aller jusqu'à l'augmentation du temps de travail."

PROTECTIONNISME

R. R. : "Nous ne sommes pas protectionnistes. Le protectionnisme est une impasse, ne serait-ce que parce qu'il y a des millions de travailleurs en France pour l'exportation. La France est un grand pays d'exportation. En revanche, il faut que nous entendions, nous les Européens, d'être d'une naïveté absolue, et de considérer que, parce qu'il y a ce qu'on appelle des "pays grands émergents" (...), on les autorise à avoir des mesures protectionnistes, alors que nous, nous n'en avons pas. Il faut une symétrie et une parité des situations entre les différentes zones du monde, et que l'Europe ne soit pas naïve."

Y. C. : "On ne peut pas avoir les chemises et l'électroménager de la Chine avec les mêmes protections sociales et environnementales que celles de la Chine. Si on veut avoir un bon niveau de protection sociale, équitable, écologique, à ce moment-là il faut se protéger par des taxes ou par des contingents. (...) Aux frontières de l'Europe, on peut (choisir d'instituer) des TVA, il pourrait, par exemple, y avoir une socio-taxe et une pollu-taxe. (...) Nous, on en a marre des merdes chinoises plastiques qu'on offre à nos enfants à Noël, et donc on préfère avoir des jouets en bois qui viennent du Jura !"

DÉLOCALISATIONS

Y. C. : "Il y a des activités qui sont non-délocalisables - toutes celles de l'économie verte, le bâtiment, l'aide aux personnes, les emplois de type agricole ou les nouvelles technologies appliquées. Là-dessus, nous pensons que dans une mandature, une législature, ça peut faire 600 000 emplois, et même 1 million d'emplois jusqu'en 2020.

La moitié dans le service, dans les services sociaux, les services aux personnes, et l'autre moitié, dans ce qu'on appelle l'économie verte, c'est-à-dire les économies d'énergie, les renouvelables, l'agriculture bio et les emplois du bâtiment."

R. R. : "L'un des problèmes de l'industrie française, c'est que nous sommes restés sur le milieu de gamme - là où le bas de gamme est parti en délocalisation en Chine, et là où le haut de gamme a été occupé par les Allemands. Nous pensons que c'est aussi l'emploi industriel qu'il faut relocaliser. Pas seulement les emplois verts et les emplois de service."

Livres

Nouveaux mondes
Carnet d'après Guerre mondiale
de Bertrand Bello

Achetez-le

aux DNS Éditions et LeMonde.fr



Dans la rubrique Idées

Naufrage du "Concordia" : le vice roi de la "bonne figure"

RISEM : le prix à payer des Européens et le partenariat stratégique des États-Unis

FRS : les Européens doivent saisir les opportunités de cette nouvelle doctrine américaine

ISAD : Les bénéfices prévisibles d'un désengagement américain

FRS : l'Europe reste le principal partenaire des États-Unis mais doit affronter deux défis

Prenez la parole sur LeMonde.fr : blogs, réactions, chroniques, vous sont encouragés. Profitez de toute l'offre numérique du Monde à partir de 13 € / mois seulement.